



Monsieur le président,  
Messieurs les présidents des conseils consultatifs;  
Monsieur le conseiller aux finances locales,  
Mes chers-e-s collègues,

Nous savons, Monsieur le président, que vous et votre majorité n'aimez pas entendre la voie dissonante des élus de la minorité qui viennent apporter ici un autre regard sur la situation du pays et sur l'action de notre collectivité dans ce contexte.

Il est pourtant essentiel que nous exprimions ce qui n'est pas seulement la vision des élus que nous sommes, mais qui est - et vous devez l'entendre - ce qui remonte du terrain, de ses forces vives que nous avons pris le temps de rencontrer ces dernières semaines.

Il n'est pas anormal qu'une équipe en place verse dans l'autosatisfaction. C'est une figure imposée lorsque l'on est aux affaires. Mais quand l'autosatisfaction devient un déni de réalité, nous disons qu'il faut d'urgence se réveiller.

Le pays va mal, Monsieur le président. Trop de choses vont mal.

On peut toujours se raccrocher à tel ou tel élément statistique de l'INSEE ou de l'IEDOM qui dit ici que le climat des affaires repart à la hausse, que là le marché de l'emploi est stable, que la saison touristique a été encourageante, que l'aéroport reçoit plus de passagers que l'an dernier, que l'inflation n'est plus aussi élevée qu'après la crise sanitaire : il y a en réalité bien trop de politiques publiques en souffrance aujourd'hui et trop de signaux d'alerte pour se contenter d'affirmer - contre l'évidence - que tout va bien et que la Région joue parfaitement son rôle.

Bien sûr, les inaugurations se multiplient ces derniers temps. Réserve électorale oblige. Bien sûr, vous avez veillé à installer des infrastructures comme des city stades, des écoles ou des déchetteries - équipements très utiles - qui vous permettent de passer dans presque toutes les communes en disant « vous voyez, la Région travaille pour tout le monde ».

Il n'est pas question de dire - et nous le répétons à chaque fois - que la Région ne fait rien. Avec un affichage de près d'un milliard d'euros de budget, ce serait un comble que rien ne sorte de terre.

Mais il faut à un moment se demander, mes chers collègues, malgré tout ce que ce fait la Région, malgré tous les millions que vous listez dans vos discours, pourquoi le pays va si mal ? :

- l'insécurité explose,
- le narcotrafic nous enserre comme une pieuvre,
- la crise systémique de l'eau n'en finit plus de s'aggraver,

*Seul le prononcé fait foi*

- nous croulons sous les effets d'une années exceptionnelle d'échouements de sargasses,
- la vie chère continue de sévir,
- la pauvreté voire la grande pauvreté s'installe,
- nos routes sont des cimetières ;
- l'exode de la notre jeunesse vers d'autres horizons se poursuit
- et, dans le même temps, une part croissante de notre foncier constructible fait l'objet d'une spéculation telle que les Guadeloupéens ne peuvent plus suivre.

Evidemment, la région n'est pas seule en cause dans cette situation dramatique. Nous le reconnaissons. Contrairement à ce que vous laissiez entendre dans les premières années de votre présidence, la Région ne peut pas tout. Nous le savons. D'ailleurs, rattrapé par la dure réalité financière et budgétaire que vous avez largement créée en dépensant sans compter, vous ne dites plus du tout cela et vous rappelez désormais en toute circonstance ce que sont vos compétences et les limites du budget régional.

Mais il faut comprendre que notre population n'entend plus ce discours sur les compétences. Face à ce qu'ils ressentent comme une impuissance publique généralisée de tous les pouvoirs publics, les Guadeloupéens ne font plus de distinction entre l'Etat et les collectivités. Pour eux, nous sommes tous coupables de tout ce qui va mal.

Mais j'ajoute que, dans leur esprit, la Région que vous présidez est sans doute plus responsable que les autres parce que c'est elle qui avait le plus promis et le plus bruyamment.

C'est pourquoi, nous ne pouvons que déplorer que le moment où le pays aurait le plus besoin d'une collectivité régionale en pleine possession de ses marges de manoeuvre pour sortir de la crise, c'est précisément celui où notre collectivité n'a plus les moyens de le faire.

Le budget supplémentaire que vous nous présentez ne comporte que 3,5 millions d'euros de mesures nouvelles. « Preuve de bonne gestion », nous dites-vous en vous satisfaisant d'un ajustement purement administratif et comptable. Nous, nous disons que ces ajustements ne sont en réalité que des rustines que vous posez dans différents chapitres sous-financés au budget primitif car vous n'avez plus les moyens de votre politique.

Vous déshabillez Pierre pour habiller Paul. Vous prenez ici dans le transport pour financer la formation professionnelle. Vous abondez enfin - même si de manière insuffisante - les lignes pour l'entretien des routes en raclant des fonds de tiroirs.

Le solde excédentaire du compte administratif 2024 de 91 millions d'euros était en lui-même déjà un problème car il traduisait un défaut de programmation sincère au stade du budget primitif. Les choix d'affectation de cet excédent présenté ce matin ne peut que nous interpeller dans la mesure où il vient pour 18 millions supplémentaires abonder des lignes de fonctionnement alors que vous prétendez les réduire pour privilégier l'investissement.

Bref, vous comprendrez Monsieur le président, chers collègues, que nous ne pourrions pas approuver ces décisions budgétaires qui ne sont pas à la hauteur des enjeux du pays aujourd'hui et qui viennent confirmer les mises en garde que nous rabâchons depuis 3 ans quant à la trajectoire financière de notre collectivité, désormais dans le TOP 3 des régions les plus endettées de France.

Mais votre budget supplémentaire n'est que l'arbre qui cache la forêt de nos inquiétudes, Monsieur le président. Et je me permets de vous en lister quelques unes parmi d'autres sur lesquelles nous espérons des réponses de votre part.

Sur la formation professionnelle, il n'y a désormais plus aucun doute : cette politique essentielle pour notre collectivité et tout simplement vitale pour le pays est sinistrée. Nous le disions mais c'est désormais écrit noir sur blanc dans le rapport de la Chambre régionale des comptes sur Guadeloupe Formation qui pointe une absence totale de vision stratégique pour la formation professionnelle en plus de défaillances graves de gestion de cet établissement. .

C'est sans doute le sujet sur lequel nous vous avons le plus interpellé depuis 4 ans. Dans mon dernier courrier - resté comme tous les autres sans réponse écrite - nous vous demandions l'inscription à l'ordre du jour de notre plénière un point de situation sur Guadeloupe Formation.

Votre réponse, certes parfaitement dilatoire, avait été de nous promettre de le faire après la publication du rapport de la Chambre régionale des comptes. C'est chose faite depuis près de deux mois, Monsieur le président. Ce rapport, vous auriez dû l'inscrire à notre ordre du jour afin qu'il soit présenté et débattu dans cette assemblée.

Cette demande, nous la réitérons car il est incompréhensible et même inadmissible que des dysfonctionnements aussi graves, impliquant d'aussi près notre collectivité, soient ainsi passés sous silence.

Il est surtout incompréhensible et même inadmissible qu'au-delà de faire la lumière à faire sur le passé, nous soyons toujours privés d'informations sur ce que vous comptez faire de cette structure.

D'autant qu'il est incompréhensible et inadmissible que le secteur de la formation professionnelle soit encore aujourd'hui dépourvu de son schéma cadre - le CPRDF - que vous auriez dû actualiser depuis maintenant 3 ans.

Autre inquiétude, Monsieur le président, celles dont nous ont fait part des jeunes agriculteurs réunis en intersyndicale pour dénoncer l'impossibilité qui leur est faite de déposer des dossiers de fonds européens FEADER auprès des services de la Région.

Aucun dossier déposé et par conséquent programmé et encore moins payé depuis plus de deux ans, nous ont-ils expliqué avec le sentiment d'être promené dans les méandres de nos difficultés

administratives. Nous aimerions bien comprendre - et c'est une question très officielle que nous posons ici - pourquoi, comment, une telle situation est possible ?

Les témoignages de ces jeunes agriculteurs volontaires pour participer à la politique de souveraineté alimentaire que nous défendons tous sont bouleversants. Certains sont les lauréats de votre concours « A Green Start Up » grâce auquel vous avez abondamment communiqué sur la politique agricole régionale. Et tous sont à deux doigts de jeter l'éponge !

Monsieur le président, éclairez-nous s'il vous plait sur cette situation et sur les dispositions prises pour y remédier. Car, si nous comprenons bien le fonctionnement des fonds européens, la persistance d'une défaillance de notre collectivité sur ces dossiers pourrait bien entraîner un risque juridique et financier majeur.

Enfin, et je m'arrêterai là et d'autres collègues du groupe pourront compléter, je parlerai des sargasses. Car nous sommes dans une année record en termes d'échouement et cet événement finalement conjoncturel vient démontrer par son ampleur et par la détresse de notre population exposée aux multiples nuisances que depuis 10 ans, finalement, nous sommes au point mort ou presque.

Nous avons tous entendu qu'une réunion a acté qu'un GIP - le SARGIP - et un syndicat mixte - créé à partir du SIPS - seraient la réponse opérationnelle à cette problématique.

Mais, Monsieur le président, chers collègues, sauf erreur de notre part, la création du GIP a été annoncée par le Gouvernement en novembre 2022, en Guadeloupe et en Martinique. Cela fait 3 ans.

Ce GIP a été installé formellement au premier semestre 2023 avec comme président le collègue Loick TONTON et comme vice-président, le 1<sup>e</sup> vice-président du Département. Comment est-il possible que plus de deux ans après, rien ne se soit passé ?

Comment est-il possible que nous soyons encore dans le flou sur le financement de cette structure ?

Comment est-il possible que l'on en soit à évoquer dans les médias le principe de la création d'une taxe - donc d'un impôt nouveau - pour le financer alors que nous n'avons jamais discuté de cela dans cette assemblée ?

Là encore, Monsieur le président, il faut mesurer l'impact désastreux pour la politique, pour nous tous, que ce genre d'annonces bruyantes non suivies d'effets produit sur notre population.

Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas continuer de cultiver une telle impuissance publique dans tant de domaines..

Je vous remercie.

*Seul le prononcé fait foi*